

Pour les salariés, a-t-on invité madame la Ministre ?

Liminaire FO • 09 février 2024

Depuis sa nomination, notre nouvelle Ministre de tutelle madame Rachida Dati a déjà beaucoup parlé. Presse audiovisuelle, presse écrite, elle s'est exprimée et a été questionnée.

Dernière interview en date, ce mardi matin, sur la partialité présumée dont serait coupable la télévision de service public, France Télévisions ! Sa réponse plutôt habile : *"on doit respecter la diversité des opinions de chacun"*.

Une réponse en creux par laquelle la Ministre confirme sans affirmer en concluant par un *"j'ai répondu"* et de compléter par *"c'est une question de déontologie"*.

Parlons clair. France Télévisions ne respecterait donc pas le pluralisme des opinions, ne serait pas le reflet de la diversité de la société française et pire, ferait preuve de manquements à la déontologie. Ces propos sont graves.

C'est pour cette raison que nous posons la question.

L'une des chaînes de France Télévisions, l'un de ses programmes, a-t-il invité la Ministre.

Si oui, pourquoi ne l'a-t-on pas encore entendue ? Si non pourquoi ?

Nous aimerions tant que des questions précises lui soient posées par nos professionnels et non pas par nos détracteurs, par et pour nous les personnels et nous les Français fidèles de la télévision de service public.

Pour la partialité de nos programmes, parlons clair à nouveau.

Avec un directeur des programmes que le plus grand moteur de recherche planétaire (Google) classe sous la catégorie d'activiste politique, il est sûr que l'on prend quelques risques avec le pluralisme.

Avec une direction de l'information qui donne à penser avec des moratoires inexplicables qu'elle veut agir sur une campagne électorale ça n'est pas mieux.

Plan stratégique, audit de productivité, synergies avec la radio, autant de perspectives qui sont pourtant entre les mains de notre Ministre de tutelle.

Sans transparence, sans explication, sans association de l'ensemble du personnel à ce destin commun pour mieux nous engager, la direction de France Télévisions risque bel et bien de se retrouver écrasée entre le marteau et l'enclume.

Derrière les attaques sur notre « équilibre » ou notre « probité » intellectuelle, c'est bien ce manque de « démocratie » managériale qui est pointé du doigt.

Depuis 2015 maintenant, mis à part en Outre-mer, les personnels de France Télévisions, l'expertise de l'entreprise, sa richesse, son âme n'ont cessé d'être écartés de son destin.

Laissés pour compte, pas informés, pas associés, réduit à la simple valeur d'élément comptable, de variable d'ajustement.

La télévision et encore plus celle de service public, c'est d'abord de la chair et des méninges, de l'humain.

Notre souhait pour 2024 est de construire une entreprise audacieuse, ambitieuse, pionnière, exemplaire, rigoureuse, fiable, transparente. Soyons Un omni-media décloisonné et délinéarisé plus référent que jamais !

Stabilisante, apaisante et présente dans la vie de toutes les Françaises et Français, jouant de synergies, d'innovations et d'efficacités renforcées.

D'ici 2030, l'entreprise France Télévisions doit afficher une identité sans ambiguïté soutenue par une stratégie claire et comprise de tous, forte du soutien unanime de toutes les composantes de la société française.

Le personnel de FTV est le seul capable de mettre en œuvre ce credo qui honorerait la télévision de service public.

Comme nous l'assenons depuis trop longtemps, rien ne peut se faire sans l'association des salariés de notre entreprise.

Externaliser à tout va, déresponsabiliser le management, « cornaquer » la ligne éditoriale n'a rien à voir avec ce que doit être France Télévisions.

La Direction pourrait ou devrait suivre la fameuse maxime sur le fronton de notre organisation syndicale : « Libre et indépendant ».

Et n'oubliez jamais, Madame la Présidente, que lorsque l'on attaque le service public, nulle acrobatie, pas même un Salto maladroit et coûteux, n'évitera qu'à la fin ce soient encore et toujours les salariés qui en subissent les conséquences.